

## **Conseil régional Nord Pas-de-Calais**

**Séance plénière du 18 décembre 2009 – Budget primitif 2010**

**Intervention d'Alain BRUNEEL pour le groupe communiste et républicain**

M. le Président,  
M. le Vice-président,  
Chers collègues,

Nous arrivons avec ce vote pour le budget primitif 2010 au terme de la mandature de notre assemblée régionale. Le débat budgétaire avant d'être celui du bilan de mandat, doit d'abord permettre de mettre en avant des choix politiques qui répondent aux aspirations et aux besoins profonds de la population du nord pas-de-Calais.

Ces besoins ne manquent pas. Le nombre de chômeurs augmente de presque 30 % en un an et demi, et le nombre de personnes touchées par le chômage partiel a été multiplié par dix en un an. De plus, les inégalités salariales s'amplifient de façon inquiétante. L'écart s'est accentué au cours de la dernière période puisque les très hauts salaires ont gagné 8,5 fois le salaire médian en 2007, contre 6,6% dix ans plus tôt. Nous en voyons des exemples chaque semaine dans le Nord-Pas-de-Calais, où nous assistons à la casse de l'outil industriel. On ne fait pas que «dégraissier» les effectifs, on ferme des usines, on ferme des ateliers, que l'on délocalise parfois discrètement.

. Il est temps de rappeler aux experts autoproclamés du dogme libéral que les chiffres du chômage ne sont pas qu'un simple indicateur économique. C'est autant de vies brisées ou menacées par la misère.

Les politiques sarkozyennes aggravent les conditions de vie et de travail de la très grande majorité de nos concitoyens, en favorisant l'intérêt privé contre l'intérêt général. Les annonces, plan de relances et mesures fiscales prise par Nicolas Sarkozy et son gouvernement ne répondent qu'aux seules exigences des grands groupes de l'industrie et de la finance.

Cette situation appellent à pourtant des politiques publiques fortes pour répondre à l'urgence sociale. C'est dans cet esprit que nous envisageons les objectifs que doit se fixer la politique régionale. C'est bien sûr prendre des mesures d'accompagnement social à la hauteur des besoins, et nous pouvons nous retrouver sur ce point, M. le président. Mais c'est aussi pour les communistes mener la contre-offensive face à ceux qui veulent réduire la part des prélèvements publics et sociaux dans la richesse nationale pour accroître celle des prélèvements financiers du capital.

On nous accusera certainement une nouvelle fois dans les rangs de la droite régionale de jouer les pleurnicheurs et de « cracher dans la soupe » : nous assumons. Malheureusement, la réalité est là, à force d'en retirer un par un les bons morceaux, la soupe que nous sert l'état est de plus en plus claire, jusqu'à être bientôt réduite à un infâme brouet, et à nous faire boire le bouillon.

Je reviendrais dans un instant sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle. Nous avons évoqué, avec le vote par l'assemblée d'une motion d'urgence, les effets néfastes que laisse craindre la réforme territoriale telle qu'elle s'engage, qui vient brutalement porter un coup d'arrêt à la libre administration des collectivités territoriales.

En asséchant les ressources des collectivités qui seront presque exclusivement redevables des dotations d'état, on coupe court dès le départ à tout débat sur l'organisation territoriale dont nous avons besoin.

Le bilan de la phase de décentralisation qui a eu lieu au cours de ce mandat s'apparente plus, vous en conviendrez, à des transferts de charges mal compensés qu'à l'affirmation d'une volonté forte de vraie décentralisation des compétences. Je redirai à l'occasion de ce débat budgétaire, sans doute pour la dernière fois de ce mandat, notre profond regret de l'absence d'une attitude combative de l'exécutif régional face à ce véritable hold-up de l'état.

Si 20 régions sur 22 avait refusé d'entériner cet état de fait, par exemple en transmettant à l'unisson au contrôle budgétaire des budgets en déséquilibre, cela aurait eu un retentissement fort, et pu faire pencher la balance. Certes, de telles pratiques nous font sortir de l'orthodoxie budgétaire, mais comme disait le grand écrivain Romain Rolland, quand l'ordre est injustice, le désordre est déjà un commencement de justice...

La structure du Budget 2010 est celle d'un budget de transition, qui vient confirmer les orientations régionales antérieures.

Notre budget a considérablement évolué au cours du mandat, avec un volume qui est passé en 6 ans de 1,3 à près de 2,3 milliards d'euros, le volume consacré aux politiques régionales étant lui passé de 956 millions à un milliard et demi d'euros, en fonctionnement comme en investissement.

Le budget des transports et infrastructures a progressé de 150 millions d'euros à lui seul en 6 ans. Cette montée en puissance est due aux nouvelles compétences transférées, mais également aux prises de compétence dites « facultatives, et à l'anticipation par l'exécutif de la décentralisation avant les échéances fixées par la loi.

Nous actons le choix de l'exécutif d'une neutralité fiscale pour 2010. Si les produits de la fiscalité directe augmente mécaniquement, les taux restent inchangés pour cette année électorale.

L'accompagnement de la décentralisation s'est traduit par une hausse de la fiscalité particulièrement forte en début de mandat, où l'exécutif a fait le choix de faire peser sur la fiscalité l'anticipation des prises de compétences à venir, alors que le niveau d'endettement régional aurait permis alors de recourir à l'emprunt. De 2004 à 2009, les taux fiscaux régionaux ont progressé de 21%. Rappelons que le refus de faire peser les surcoûts de la décentralisation par les ménages avait motivé le vote du groupe communiste contre le budget proposé en 2005, de même que l'instauration de la Taxe sur les produits pétroliers en 2007.

C'est 255 millions d'euros qui seront prélevés cette années sur les consommateurs de carburants et produits pétroliers au titre de la TIPP, dont 35 millions pour la modulation régionale. Notre groupe a eu l'occasion de s'exprimer contre cette taxe injuste qui frappe indifféremment les consommateurs sans distinction de revenus. Nous avons aussi émis des réserves sur la compensation des transferts de compétences par une ressource peu dynamique. Nous observons d'ailleurs que les prévisions de recettes de TIPP sont revues à la baisse pour 2010.

Toujours concernant nos ressources, je ferai la remarque que l'inscription de la compensation de la taxe professionnelle dans les recettes fiscales est un raccourci puisque celle-ci est supprimée dès 2010, et que nous sommes donc dès à présent tributaires à 85% des dotations d'état pour nos recettes de fonctionnement...

La suppression de la Taxe Professionnelle, fer de lance de la mise sous tutelle programmée des collectivités vis-à-vis de l'état est un cadeau de plus aux grandes entreprises, aux secteurs financiers en particulier, sur le dos des services publics rendus à la population. On leur offre sur un plateau 11 milliards d'euros en 2010 et 5,8 milliards en vitesse de croisière pour les prochaines années.

Le gouvernement invoque l'impératif de « restaurer la compétitivité des entreprises » : en quoi ce cadeau fiscal supplémentaire serait-il efficace ? On le sait, l'installation des entreprises n'est pas liée à la fiscalité des collectivités. Sur les 20 dernières années il y a eu stabilité de la part salariale, baisse des investissements et augmentation sensible des dividendes pour les actionnaires, dans l'utilisation de la valeur ajoutée. Cela montre bien que les exonérations de TP sur la part salaires, aussi bien que celles sur les cotisations sociales, n'ont pas eu l'effet escompté sur cette compétitivité ou sur l'emploi, tout en nous coûtant la bagatelle de 20 millions d'euros par an.

Inversement, la suppression de la taxe professionnelle produira un effet direct négatif, avec la baisse des investissements des collectivités locales, et à travers les différents marchés publics, sur l'emploi. On contribue ainsi à réalimenter la crise.

A l'inverse de ces orientations ubuesques et dogmatiques, l'intégration de la richesse financière dans les bases d'imposition rétablirait l'équité face à l'impôt, pour les entreprises, et serait bénéfique à notre économie. Une taxation des actifs financiers qui permettrait d'alimenter un fonds de péréquation national au profit des collectivités qui enlèverait tout risque de perte de recettes, comme on le connaît bien avec les dotations de compensations de l'Etat. Ces dernières progressent d'ailleurs pour cette année seulement à hauteur de la moitié du taux d'inflation.

Nous observons la progression de l'endettement régional. Vous le savez, nous ne sommes pas de ceux qui sautent sur leur chaise comme des cabris en criant « à bas l'emprunt ! ». Je l'ai dit, nous aurions préféré que celui-ci soit sollicité en début de mandat plutôt que la fiscalité sur les ménages pour couvrir les dépenses nouvelles. Si le volume total d'emprunt augmente, les intérêts de la dette sont en baisse du fait de l'évolution des taux. Comme Bernard Roman l'avouait lui-même dans sa présentation budgétaire, nous n'avons pas la maîtrise des taux d'emprunt.

Il nous semble qu'il y a une anomalie lorsque les banques sont renflouées à grands renforts de deniers publics lorsqu'elles ont des difficultés à hauteur de 300 milliards, et que les mêmes banques réalisent des bénéfices sur le dos des collectivités qui investissent pour relancer l'économie et l'emploi. Ce constat nous invite à envisager au plus vite la constitution d'un pôle public bancaire destiné à financer l'investissement des collectivités avec des taux de prêt proches de zéro.

Des choix économiques et sociaux ambitieux sont à faire pour répondre aux besoins des habitants du Nord Pas-de-Calais.

Je ne reviendrai pas sur les différentes politiques régionales, pour lesquelles mes camarades ont exposé l'appréciation du groupe communiste tout au long de cette séance plénière, en exprimant nos points de convergence et de divergence.

Les politiques régionales ont avancé conformément aux échéances fixées par la Commission Européenne dans un cadre défini par la Stratégie de Lisbonne. La logique imposée par cette stratégie d'inspiration libérale, oblige les régions à entraîner encore plus leurs territoires et leurs forces vives dans le soutien à la rentabilité financière des groupes transnationaux et à leur guerre économique mondialisée. Cette stratégie a été massivement refusée par la population française par son vote du 29 mai 2005. Ce sont pourtant ces critères que nous retrouvons dans certaines orientations régionales, par exemple à travers les pôles de compétitivités, alors que l'urgence sociale appelle à des choix radicalement différents.

Si, pour les raisons que nous avons exprimé, nous ne siégeons pas dans l'exécutif, le groupe communiste se veut une force de proposition au sein de la majorité de gauche de la région : c'est le sens des amendements que nous avons présentés pour ce budget. Nous nous félicitons qu'un certain nombre d'entre eux aient été adoptés en convergence avec l'exécutif, que ce soit pour répondre aux besoins culturels et sportifs, pour renforcer la mise en place de la continuité professionnelle, les projets émergents pour la recherche, l'économie sociale et solidaire, ou l'accès pour tous à l'enseignement supérieur.

Nous regrettons que l'exécutif ne nous ait pas suivi sur nos deux amendements les plus significatifs, portant sur la gratuité des manuels pour les lycéens et sur la suppression du prélèvement sur les familles pour les frais de restauration scolaire, qui auraient renvoyé un signe fort de justice sociale.

Vous l'aurez compris, faute d'y voir inscrits de profonds réajustements, notre vote ne sera pas positif pour ce budget 2010.

Au regard des avancées qu'a permis le débat budgétaire et de la pause fiscale pour cette année, nous opterons néanmoins pour une abstention constructive, faisant ainsi la démonstration que nous ne sommes pas que des éternels révoltés, mais que nous avons aussi le sens des responsabilités, même si nous faisons toujours nôtre la maxime de Robespierre «*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs.*»

Je vous remercie.